

Analyse économique et historique des sociétés contemporaines

Copie d'un candidat

La problématique est bien posée. Les connaissances et les références théoriques, bien adaptées au sujet, sont nombreuses. Le devoir est bien structuré.

Chaque partie débouche sur de nouvelles interrogations qui contribuent à renforcer la logique de la structuration du devoir.

Au 19^{ème} siècle, David Ricardo annonçait l'arrivée prochaine de «l'état stationnaire» en raison du manque de progrès technique dans le domaine agricole. Par la suite, Karl Marx prévoyait la chute du taux de profit pour les entrepreneurs. Aujourd'hui, on parle cependant d'un capitalisme à l'échelle planétaire qui ne semble nullement tendre vers l'état stationnaire. Le capitalisme aurait-il évolué ou changé de logique ? On peut définir le capitalisme tout d'abord comme un mode de production reposant sur l'accumulation du capital, qui tend à devenir, dans un sens plus large, un mode de régulation des économies fondé sur la logique de marché, la nationalisation de la production ou encore l'élargissement des formes d'échanges.

Dans quelle mesure peut-on parler d'unité du système capitaliste ? Celui-ci ne repose-t-il pas sur des principes fondateurs singuliers ? Ne remarque-t-on pas en outre une uniformisation des économies capitalistes en terme de régulation ? Toutefois, peut-on toujours déceler les mêmes logiques à l'œuvre dans le capitalisme ? La diversité du capitalisme n'est-elle pas aujourd'hui à repenser ? Nous analyserons tout d'abord le capitalisme sans la logique de l'unité avec des principes fondateurs et une convergence des économies capitalistes. Nous tenterons ensuite de mettre en lumière les évolutions du capitalisme.

Tout d'abord, le capitalisme apparaît comme un système singulier dans la mesure où il repose sur des principes définis qui fondent l'unité de la logique capitaliste. En effet, nous pouvons relier le système capitaliste à un certain nombre de valeurs. Ce mode de production est pensé parallèlement à une série de principes, ceux du libéralisme. Dès le 19^{ème} siècle, l'individu devient la figure centrale de la société mais aussi de l'économie. Rappelons l'héritage mercantiliste des principes libéraux : l'enrichissement devient une véritable valeur et le marchand est reconnu. L'espagnol Ortiz s'était ainsi donné pour logique de rechercher l'accumulation maximale de métaux précieux. Par la suite, les libéraux ont réclamé davantage de liberté et de marché. Pierre Le Pesant de Boisguilbert demanda la reconnaissance de l'économie, indépendante du politique. Les influences de la réforme et de la philosophie des Lumières un peu plus tard accompagnèrent le nouveau système de valeurs. Ceci fait en quelque sorte l'unité du capitalisme se fondant sur l'enrichissement personnel et celui de la nation, l'accumulation ou la prédominance du marchand. La révolution industrielle qui débuta au 18^{ème} siècle concrétisa le système de par l'émergence de l'industrie, de l'innovation et des échanges. L'unité du système repose de même sur une théorie du capitalisme, celui-ci devenant dès lors un mode particulier de régulation des économies.

La logique capitaliste est basée notamment sur la figure de l'entrepreneur. R. Cantillon est le premier à définir l'entrepreneur : c'est alors celui qui prend des risques et qui est rémunéré à partir de «gages incertains». L'entrepreneur devient celui qui trouve diverses combinaisons des moyens de production, dans le but d'une rationalisation productive. Le capitaliste est alors un personnage unique qui innove et prend des risques selon J. Schumpeter dans «Théorie de l'évolution économique» (1911). L'esprit capitaliste est donc singulier et répond à une logique propre. Karl Marx est d'ailleurs considéré comme le grand théoricien du capitalisme, il explique que le système repose sur l'exploitation de la force de travail, le but pour l'entrepreneur était de maximiser sa plus value. Afin d'accroître l'écart entre la valeur du travail et la reconnaissance de ce travail, le capitaliste peut augmenter la plus value relative, c'est-à-dire, faire diminuer la valeur de la force de travail, en augmentant l'intensité capitalistique par exemple. Cette plus value est en outre utilisée non pas dans une logique d'investissements mais dans un désir d'accumulation et de profit. Ces principes fondateurs mettent ainsi en lumière l'idée d'une unité du capitalisme.

D'autre part, il semble que le système capitaliste se soit élargi à l'échelle mondiale avec la diffusion d'un modèle économique unique. Si les contextes ou les méthodes d'accumulation du capital divergent, la finalité est toujours la même, c'est en cela que nous pouvons parler d'unité du capitalisme. Le marxiste Parvus avait déjà énoncé l'idée de mouvements cycliques longs rythmés par l'élargissement du mode de production capitaliste à d'autres zones du globe. L'accélération des échanges et l'internationalisation des économies correspondent à cette logique. Le capitalisme s'est doté d'une dimension internationale mais ceci ne signifiant pas sa diversité. La rationalisation de la production est pensée à l'échelle mondiale.

Quels sont aujourd'hui les Etats qui n'appartiennent pas à la DIT (Division internationale du travail) ? Ils sont au nombre de quatre : le Laos, la Birmanie, Cuba et la Corée du Nord. Or, la DIT peut être considérée comme une manière de penser l'organisation du travail scientifiquement. Dans son ouvrage Les multinationales globales, W. Andreff décrit la stratégie des firmes et son évolution. Les stratégies d'approvisionnement et de marché ont cédé place dès les années 60 à une stratégie de rationalisation de la production reposant notamment sur la DIPP (Décomposition internationale du processus de production) ou sur des délocalisations ponctuelles. Depuis les années 80, les FMN tendent d'utiliser une stratégie techno financière, recherchant à multiplier les filiales à la pointe de la technologie ou représentant de véritables pépites financières en raison de leur valeur sur le marché financier. Ces divers exemples soulignent le principe d'unité du capitalisme, les économies développées et les firmes nationales - si l'expression peut encore faire sens dans un contexte de mondialisation - développent toutes la même logique.

Ainsi si les méthodes ou les combinaisons productives peuvent exprimer un capitalisme pluriel, le principe reste le même. L'expérience d'Henry Ford et de la standardisation de la Ford T coïncide dans une certaine mesure avec celle de Taichi Ohno et de la production à flux tendus : les deux protagonistes recherchaient avant tout productivité et efficacité. Les voies du capitalisme ne sont pas multiples, comme l'a mis en évidence W.W. Mostow dans Les étapes de la croissance économique (1960) : il existe dans le système capitaliste un unique schéma de développement, constitué de cinq étapes. Les sociétés doivent s'ouvrir au changement, puis l'épargne et l'investissement poussent l'économie vers le décollage du système capitaliste. En outre, nous assistons aujourd'hui à une uniformisation de la régulation des économies capitalistes. Aujourd'hui, l'idée d'unité du capitalisme est sans doute à relier à la généralisation ou à l'expansion du modèle anglo-saxon. Depuis les années 80 et le visage libéral de M. Thatcher et R. Reagan, le système capitaliste tend à être pensé d'une seule façon. Dans une certaine mesure, les politiques économiques convergent : les objectifs deviennent la désinflation, le partage de la valeur ajoutée semble s'orienter davantage en faveur des profits à l'échelle mondiale.

Ainsi la croissance des années 90, autrement appelée la «Nouvelle économie» représente tout-à-fait cette nouvelle unité du capitalisme : l'innovation est placée au cœur de la croissance, le financement des économies s'oriente vers les marchés financiers. P. Chalmain a résumé cette récente période de croissance en trois mots : «le monde, la puce et le marché». Le capitalisme est pensé sous une seule voie : c'est ce qui fait son unité. L'arrivée de la Chine au sein de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) peut de même en témoigner.

Cependant, si les principes fondateurs du système capitaliste diffusent l'idée d'un système singulier, les logiques du capitalisme semblent avoir évolué au long de l'histoire mais aussi selon les différents contextes nationaux. L'idée d'une diversité du capitalisme n'est donc pas à négliger.

On peut ainsi parler de capitalismes au pluriel, notamment si l'on se réfère à l'histoire. L'historien Fernand Braudel a récusé l'idée de l'émergence du système capitaliste lors de la révolution industrielle. Selon lui, le capitalisme s'inscrit sur le long terme. Si la révolution industrielle entraîne l'émergence du capitalisme industriel, dès les 15ème au 16ème siècle, l'esprit capitaliste était présent à travers le capitalisme marchand et le commerce maritime. Cette analyse nous mène ainsi à penser la multiplicité des visages du capitalisme. Le courant régulationniste a pensé ainsi la succession de divers modes de régulation, chacun se fondant sur un certain régime d'accumulation du capital et sur des rapports sociaux spécifiques. Ainsi, la Grande Dépression dès 1873 marque l'avènement du capitalisme concurrentiel, les rapports sont essentiellement marchands et monétaires, l'Etat se «désencastre» de l'économique et du social pour reprendre une expression de K. Polanyi. Sur cette période, la croissance est alors extensive, le but étant l'augmentation des facteurs de production. La concurrence est de même à la base même de ce capitalisme ; rappelons que la fin du 19ème marque l'émergence d'une réglementation anti-concurrentielle, comme le souligne le Sherman Act en 1890. Cependant, les années 20 et particulièrement la crise des années 30 peuvent être analysées comme une crise entre deux modes de régulations. Comme Charles Kindleberger le souligne, le consensus néoclassique est remis en cause lorsque les salaires deviennent rigides à la baisse en période de crise, dans les années 30. C'est ce qui mène ainsi au capitalisme dit «monopoliste», régulant les économies développées jusqu'à la fin de la période fordiste, vers 1975.

L'Etat est alors non seulement au service du capitalisme privé mais devient acteur du capitalisme. La logique d'accumulation est pourtant toujours présente ; cette période représente pour la France «l'âge d'or» de la politique industrielle de par les nationalisations et surtout la politique de «champion national» de Ch. De Gaulle en 1958. La concentration n'est-elle pas au cœur de la logique d'accumulation ? La régulation et la logique sont simplement différentes : l'Etat est présent, les rapports sociaux ne sont pas uniquement marchands puisqu'ils fondent le compromis salarial fordiste. Depuis les années 80 et particulièrement à l'heure actuelle, le capitalisme semble régi par de nouvelles logiques. Le système est alors dit financier, ceci étant lié à la prédominance des marchés de capitaux pour le financement des économies. La logique correspond alors à celle de la globalisation financière ou des «trois D» selon H. Bourguinat : décloisonnement, désintermédiation et dérégulation. Certes, l'un des principes reste la liberté mais celle-ci s'est étendue au marché de capitaux. Nous pouvons en ce sens parler de diversité du capitalisme.

En outre, cette diversité est également à penser en termes de spécificités nationales ; En 1991, dans son ouvrage *Capitalismes contre capitalisme*, Michel Albert distinguait deux modèles : le modèle anglo-saxon et le modèle rhénan. Selon lui, le capitalisme anglo-saxon suit une logique de marché, de désengagement de l'Etat et d'absence de solidarité sociale. Quant au modèle rhénan, M. Albert le pensait alors supérieur et plus propice à la réussite dans la mesure où il repose sur un compromis entre l'Etat et le marché, un financement intermédié (par le système bancaire) et une forte protection sociale. Qu'elles qu'aient pu être les critiques au sujet de cet ouvrage, l'analyse de M. Albert nous intéresse dans la mesure où elle pense la diversité du capitalisme. Cependant, si la spécificité allemande pouvait être l'alliance entre les banques et l'industrie par exemple, ce que Hilferding résumait pour l'expression «capitalisme financier», elle semble aujourd'hui remise en cause. L'uniformisation du capitalisme à l'échelle planétaire suivant les principes du modèle anglo-saxon n'a point entraîné la victoire du modèle rhénan anticipée par M. Albert. Les entreprises allemandes commencent ainsi à se financer sur le marché financier et les fusions-acquisitions à logique financière se multiplient. L'exportation du capitalisme anglo-saxon semble avoir des limites comme le soulignent les difficultés rencontrées par l'entreprise Krupp suite à une OPA (offre publique d'achat) ou la contestation sociale. M. Albert le reconnaît d'ailleurs en expliquant que la version du capitalisme anglo-saxon à l'échelle mondiale est «plus dure [...], plus sauvage, plus jungle que la version originale». C'est ce qui nous amène à penser la limite de l'unité du capitalisme et la nécessité de sa diversité.

La France s'est depuis quelques années également alignée sur le «nouveau capitalisme mondialisé», toujours hésitante cependant entre exception et uniformisation. Cependant, comme l'explique E. Izraëlewicz dans Le capitalisme zinzin (1999) ce modèle reposant sur l'allocation des ressources par le marché financier ne convient pas à la France qui se trouverait alors en situation de dépendance envers les capitaux étrangers. Rappelons que 40 % des valeurs françaises sur le marché financier sont détenues par des investisseurs étrangers. Ainsi, l'élargissement d'un modèle unique à l'échelle du globe présente des limites et l'unité du capitalisme est sans doute à repenser. Le capitalisme semble aujourd'hui uniquement pensé sans l'influence du «consensus de Washington», expression énoncée par J. Williamson en 1989 pour définir l'idéologie libérale exprimée au travers des plans d'ajustement structurel du FMI (Fonds monétaire international). En effet, ceux-ci ont été mis en place suite à la crise de la dette de certains PED en 1982. Ils consistent à délivrer des aides pour les pays en développement sous un certain nombre de conditions telles que les privatisations, la libéralisation financière, l'équilibre budgétaire... Cette unité dans la manière de concevoir le système capitaliste présente des risques selon J. Stiglitz. Dans La grande désillusion en 2002, il critique les dérives du capitalisme actuel en citant notamment l'exemple des faillites bancaires au Kenya en 1994-9 liées à la dérèglementation financière. L'élargissement du capitalisme ne devrait pas signifier l'unicité du modèle, d'autant plus que l'histoire montre la possible diversité du capitalisme. Dominique Plihon, enfin, semble à la fois parler d'unité et de diversité du capitalisme. Dans Le nouveau capitalisme en 2001, il parle d'une nouvelle forme de capitalisme ce qui pourrait signifier une certaine diversité, cependant il réclame par la suite l'unité du système dans une voie dangereuse : le «Shareholders capitalism» qui prenait en compte les intérêts des entrepreneurs, des salariés ou des propriétaires du capital a cédé place au «shareholders capitalism» dans lequel seuls les actionnaires ont le droit de parole. Le capitalisme devient un «capitalisme actionnarial mondialisé» qui représente de gros risques sur l'économie réelle, d'où le besoin de diversité et de respect des spécificités nationales.

En somme, si le capitalisme est apparu comme un système particulier avec des principes uniques fondateurs et fédérateurs tels que le libéralisme, les logiques ont évolué. Certes, les valeurs individuelles et l'enrichissement sont au cœur du système et de plus le capitalisme est avant tout un mode de production reposant sur l'accumulation du capital et la rationalisation de la production. L'élargissement de ces principes à l'échelle du globe souligne de plus l'idée d'unité. Cependant, le capitalisme a évolué tout au long de l'histoire. Aujourd'hui, nous pouvons ainsi peut-être parler d'un nouveau capitalisme «zinzin» comme le dit Erik Izraëlewicz dans lequel actionnaires et investisseurs institutionnels sont rois. La diversité doit toutefois être également pensée à l'échelle des pays et pas seulement à l'échelle de l'histoire.

La méthode du «One Best Way» a toujours des limites. L'unité du capitalisme est à relativiser, le système s'est adapté aux contextes et aux compromis. Aujourd'hui un compromis est peut-être à repenser entre le marché et l'Etat. De nouvelles logiques sont à intégrer et les modes de production doivent prendre en compte les nouvelles défaillances du marché. Le capitalisme est multiple et doit évoluer. Selon Oystein Dahle, ex.vice-président d'Esso Norvège : «Le socialisme s'est effondré car il ne laissait pas les prix dire la vérité économique, le capitalisme pourrait s'effondrer car il ne laisse pas les prix dire la vérité écologique».

A quand un capitalisme écologique ?